



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 10 février – 16 février 2023

En bref

Selon Rogelio Ramirez de la O, Ministre des finances du Mexique, l'économie mexicaine devrait enregistrer un taux de croissance proche de 3 % en 2023. Il souligne que les solides fondamentaux macroéconomiques suggèrent que le pays devrait être en mesure de surmonter avec succès les perspectives mondiales incertaines. Selon le Ministre, la demande intérieure du pays est favorisée par la consommation et l'investissement privé, qui ont augmenté de 2,6 % g.a et 5,3 % g.a respectivement, en novembre 2022. Il a également exhorté le secteur privé à revoir leurs politiques afin de favoriser les partenariats public-privé pour améliorer la croissance économique. Enfin, Rogelio Ramirez de la O a souligné que les dynamiques de relocalisations des chaînes d'approvisionnement (« *nearshoring* ») encourageaient le pays à revoir ses politiques publiques et privées afin de renforcer les capacités (i) d'innovation, (ii) de génération de technologies, et (iii) de formation et d'éducation. En outre, le Ministre a insisté sur l'importance de la localisation des nouveaux parcs industriels et du soutien aux petites et moyennes entreprises. Enfin, le SCHP précise que la dette publique s'élevait à 49,4 % du PIB en 2022, soit un niveau inférieur à celui prévu par le budget, et que le système financier est resté solide l'an dernier, avec des niveaux adéquats de capitalisation et de liquidité.

LE CHIFFRE À RETENIR

3 %

Taux de croissance du PIB selon
le Ministère des finances
mexicain pour 2023

Zoom sur

Les échanges commerciaux entre la France et les pays du CA-4 + Belize ont atteint 435 MEUR en 2022. Le Honduras est le principal partenaire commercial de la France dans la région (40,2% du total des échanges bilatéraux avec la zone). Notre solde commercial avec la région, structurellement déficitaire, s'est élevé en 2022 à 112,6 MEUR, creusé principalement par le déficit commercial bilatéral de 109 MEUR avec le Honduras. Le Guatemala est notre premier client dans la région, recevant 46% de nos exportations, suivi d'El Salvador (22%) et du Honduras (21%).

En MEUR	Exportations	Importations	Solde
<i>El Salvador</i>	36	17	20
<i>Guatemala</i>	73	64	9
<i>Honduras</i>	33	142	-109
<i>Nicaragua</i>	13	47	-33
<i>Belize</i>	5,2	4,8	0,4
TOTAL	160,2	274,8	-112,6

Mexique

1. ECONOMIE

Selon le cabinet FocusEconomics, les spécialistes financiers et analystes de marché prévoient que le PIB du Mexique enregistre une croissance de 1,1 % en 2023. Les prévisions de croissance des 49 groupes financiers sont comprises dans une fourchette allant de 0,6 % (BBVA, Monex, Ifo Institut) à 1,7 % (Infonavit, Grupo Financiero Base, GBM Securities et Deka Bank). Pour 2024, le cabinet prévoit une croissance du PIB de 1,9 %. Selon les informations du Consensus Forecast de LatinFocus, publié par FocusEconomics, le marché prévoit une inflation moyenne de 5 % pour 2023, qui devrait être atteinte avec le soutien de la politique monétaire restrictive de Banxico.

Selon l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), les salaires réels des travailleurs du secteur formel ont enregistré une hausse mensuelle de 5,96 %. En comparaison annuelle, cela représente une progression de 3,09 % du salaire de base contributif (SBC). Cette progression serait en partie associée (i) à l'augmentation de 20 % du salaire minimum appliquée au 1^{er} janvier 2023 et (ii) à l'objectif stratégique du gouvernement d'augmenter le revenu réel au double de celui de l'administration précédente. Un autre indicateur influençant l'augmentation des salaires est la disponibilité de l'emploi : en effet, le taux de chômage est actuellement à 3 %, ce qui est très faible par rapport aux normes historiques du Mexique. Cela signifie que l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, obligeant ainsi les entreprises à augmenter les salaires pour attirer les travailleurs. Sur une base sectorielle, le salaire journalier dans le commerce a été celui qui a connu la plus forte augmentation, avec un taux mensuel réel de 10,6 %, suivi de l'agriculture (+9,1 %) et enfin de la construction (+8,28 %).

D'autre part, les salaires des travailleurs qui ont enregistré la plus faible croissance sont ceux qui ont les salaires les plus élevés, soit dans l'industrie de l'électricité et la distribution d'eau (+2,86 %) et dans l'industrie extractive (+3,06 %).

En janvier 2023, le panier alimentaire de base a enregistré une hausse de 11 % par rapport à janvier 2022, dans les zones rurales et urbaines. Fin janvier 2023, il fallait 1644 MXN par personne pour payer la nourriture en zone rurale. Ce montant passe à 2144 MXN par personne, dans les zones urbaines. De même, le panier de base élargi, qui comprend les biens et services non alimentaires essentiels, a enregistré une hausse de 9 % dans les zones rurales, et de 8 % dans les zones urbaines. Selon le rapport d'Accion Ciudadana Frente a la Pobreza (Action des Citoyens contre la Pauvreté), 39 % des personnes ayant un emploi formel sont sous le seuil de pauvreté (correspondant à l'achat de deux paniers de base), contre 41,5 % en janvier 2022. L'effet immédiat de l'augmentation du salaire minimum est le plus visible dans la réduction du pourcentage de personnes ayant un emploi formel entre décembre 2022 et janvier 2023 : il est passé de 44,9 % à 39,2 %, soit une baisse de 5,7 points de pourcentage.

Tout en maintenant qu'il respecte l'autonomie de la Banque centrale (Banxico), le Président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) déclare qu'il aimerait que « le conseil des gouverneurs pense aussi à la croissance de l'économie mexicaine ». Suite à l'augmentation de 50 points de base, le Président AMLO s'est de nouveau plaint de l'action de Banxico, clamant que la politique monétaire devrait soutenir la croissance économique en maintenant les taux d'intérêts aussi bas que possible. Jonathan Heath, gouverneur adjoint de Banxico a répondu aux critiques du Président en expliquant que pour soutenir l'économie, il fallait d'abord avoir une inflation stable. En outre, Irene Espinosa, gouverneure adjointe de Banxico, a également rappelé que le mandat constitutionnel de

Banxico était d'assurer la stabilité des prix, et que la politique monétaire resterait restrictive tant qu'il n'y aura pas eu d'inflexion claire à la baisse de l'inflation globale ou de base.

Les recettes en devises des visiteurs internationaux ont atteint 2,8 Mds USD en 2022, soit une augmentation de 14 % par rapport aux recettes enregistrées en 2019. En 2022, près 21,3 M de touristes sont arrivés par voie aérienne, dépassant de 8,6 % le chiffre de 2019. En moyenne, les touristes entrants au Mexique en 2022 dépensaient 1105,7 USD, représentant une hausse de 10,4 % par rapport à 2019.

L'occupation des parcs industriels au Mexique a atteint un niveau record en 2022, sous l'impulsion des délocalisations des chaînes d'approvisionnement des entreprises (« nearshoring »). Sergio Argüelles, président de l'Association mexicaine des parcs industriels privés (AMPIP) prévoit que la tendance se poursuive au cours des quatre prochaines années, avec une demande potentielle de 1,8 M de mètres carrés. A ce jour, le Mexique compte 47 nouveaux parcs industriels, en projet ou en construction. En outre, l'AMPIP gère plus de 430 parcs industriels dans 27 Etats du pays, servant ainsi plus de 3 800 clients qui soutiennent plus de 3 M d'emplois dans le pays.

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon les chiffres publiés par le ministère des Finances (SHCP), près de 20 % des dépenses totales du gouvernement en 2022 étaient des dépenses de protection sociale. Dans le but de répondre aux besoins de la population en situation de vulnérabilité, les dépenses de protection sociale ont augmenté de 8,7 % g.a en termes réels. En 2022, les dépenses de protection sociale représentaient 5,3 % du PIB, atteignant ainsi un nouveau record historique. Bien que les

dépenses de protection sociale aient considérablement augmenté jusqu'à présent au cours de ce mandat de six ans, les experts du domaine estiment qu'il reste des défis et des opportunités à relever, en particulier face à un budget soumis à une pression croissante. Selon les données du SCHK, les dépenses de protection sociale ont dépassé les ressources consacrées à des domaines tels que le carburant et l'énergie, les dépenses d'éducation, et les dépenses de santé.

L'efficacité de la collecte du SAT (Service d'administration fiscale) s'est élevée à 194,1 Mds MXN, soit une augmentation annuelle de 34,9 % en termes réels. La campagne d'efficacité du recouvrement du SAT, s'inscrit dans le cadre des efforts de recouvrement supplémentaires, et est composée de trois programmes : respect des obligations, surveillance approfondie, et recouvrement coercitif. En ce sens, la surveillance approfondie a permis la collecte de 65,4 Mds MXN soit une augmentation annuelle de 85,5 % en termes réels. Le programme de conformité, qui vise à s'assurer que les contribuables respectent leurs déclarations et leurs paiements en temps voulu, a permis de collecter 84,9 Mds MXN, soit une augmentation annuelle de 23,4 % en termes réels. Enfin, la campagne de recouvrement coercitif, qui vise à promouvoir le paiement des dettes déterminées par des actions de persuasion, a permis de collecter 43,8 Mds MXN, soit une augmentation annuelle de 10,1 % en termes réels.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Petróleos Mexicanos (Pemex) a payé 229,5 Mds MXN de moins en impôt en 2022. L'une des raisons pour lesquelles la part des recettes fiscales de Pemex a diminué en 2022 est due (i) aux incitations fiscales de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur l'essence et

le diesel, (ii) à l'incitation fiscale complémentaire qui s'applique à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et (iii) à l'impôt sur le revenu (ISR) pour ceux qui vendent ou importent des carburants dans le pays. Les paiements d'impôts de Pemex au Service d'administration fiscale (SAT) se sont élevés à 92 186 M MXN en 2022, ce qui signifie une contraction annuelle de 73,4 % en termes réels. De fait, le SAT a perdu l'équivalent de plus de trois fois le montant des pensions versées par les travailleurs de la compagnie pétrolière. La part de Pemex dans les recettes fiscales du SAT a été de 3 %, soit la part la plus faible depuis le début de la tenue des registres.

La Commission fédérale de l'électricité (CFE), Carso Energy et Sempra Infraestructura ont signé un protocole d'accord visant à consolider une alliance potentielle pour développer le transport de gaz naturel entre les États de Sonora et de Baja California. Le gazoduc aurait une longueur de 450 km et serait connecté aux systèmes de transport existants, appartenant à des filiales de Carso Energy et Sempra Infraestructura. Ainsi, l'exécution de ce projet permettrait (i) la livraison de gaz naturel à différentes centrales de la CFE situées entre Sásabe, Sonora et Algodones, Basse Californie, et (ii) l'optimisation des réserves et donc de la capacité de la CFE.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 16/02
Bourse (IPC)	0,56%	0,4 %	53 422,24 points
Change MXN/USD	-0,54%	-8,63%	18,5
Change MXN/EUR	-3,28%	-14,24%	19,78
Prix du baril mexicain	1,18%	-19,89%	69,47

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le cercle de réflexion FUNDESA a tenu son rendez-vous annuel présentant l'état des lieux de l'économie guatémaltèque en 2022 et les perspectives pour 2023. Les chiffres ont été présentés par le Ministre de l'Économie, le Président de la Banque centrale et le directeur de l'Administration fiscale (SAT). Les objectifs présentés pour 2023 sont les suivants : croissance économique de 3,5% (vs. 4% en 2022) ; inflation maîtrisée à 5% en décembre 2023 (vs. 9,24% en décembre 2022) ; objectif de collecte d'impôt relevé à 10,95 Mds USD (vs. Collecte effective en 2022 de 11,2 Mds USD) ; déficit budgétaire à 2,5% du PIB (vs. 1,7% en 2023) ; dette publique stabilisée à 29,1% du PIB (vs. 29,3% en 2022) ; flux de remesas en augmentation, à 19,34 Mds (vs. 18 Mds en 2022) ; exportations et importations en hausse en valeur, respectivement à 16,6 Mds USD et 34,7 Mds USD (vs. 15,68 Mds et 32,1 Mds USD en 2022) ; flux entrants d'IDE à 1,7 Md USD en 2023 (vs. 1,82 Md USD en 2022).

Le montant total des échanges a fortement augmenté en 2022, les exportations et les importations sont en hausse respectivement de

15,2% et 20,7% par rapport à 2021. Selon la Banque centrale, cette augmentation en valeur est principalement imputable à la hausse mondiale des prix des produits agricoles pour les exportations et des produits énergétiques pour les importations. En effet, l'huile végétale, le café, la banane et le sucre ont représenté 26 % des exportations totales, suivis des vêtements et autres textiles (14,4 %). Les principaux clients du Guatemala étaient ses voisins centraméricains (33,6 %) suivis des Etats-Unis (31,1 %) et de l'UE (9,4 %). Côté importations, les matières premières et produits intermédiaires représentaient 33 % des importations totales, suivies des biens de consommation (30,3 %) et des carburants et lubrifiants (17,6 %). Les principaux fournisseurs du pays ont été les Etats-Unis (35,1 %), la Chine (13,6 %) et la région centroaméricaine (11,2%). En outre, le déficit commercial (structurel) s'est établi à 18,1 Mds USD en 2022.

L'agence de notation Fitch Ratings a relevé sa notation de « BB- stable » à « BB- positif ». Ce rehaussement de la perspective (seule perspective positive parmi l'ensemble des notations Fitch en Amérique latine) a été motivé, selon l'agence, par les bons agrégats macro-financiers (dette stable et faible, amélioration du recouvrement fiscal, réserves de change solides) ainsi que la solidité du quetzal.

2. EL SAVADOR

Suite à la visite du FMI au Salvador au titre de la revue de l'article IV, l'institution avertit les autorités sur les risques d'insoutenabilité de la dette publique. Bien que le rapport relève les efforts du gouvernement pour stimuler la croissance économique en améliorant le contexte sécuritaire du pays et en promouvant le tourisme et l'économie numérique, l'institution relève certaines vulnérabilités, telles que la hausse du déficit courant atteignant 8% du PIB en 2022 ou la chute des réserves internationales tombées à moins de deux mois d'importations. Le FMI table ainsi sur un scénario de base où la dette publique de court terme augmenterait sans que le gouvernement puisse accéder de

nouveau aux marchés de capitaux internationaux, empêchant dès lors le rétablissement des réserves adéquates. Le FMI recommande ainsi la mise en place d'un plan d'assainissement budgétaire comprenant entre autres : hausse de la TVA ; réduction de la masse salariale publique ; suppression de la subvention universelle au GPL au profit d'une aide ciblée ; renforcement de la viabilité financière du nouveau système de retraites pour limiter les engagements de l'Etat ; abstention de financement de l'Etat par les « bonos volcan », etc.

3. HONDURAS

Total Eren a signé avec les autorités un contrat de fourniture d'électricité impliquant un investissement de 370 MUSD, soit le plus grand investissement étranger dans les énergies renouvelables du pays. Le 14 février, Total Eren a finalisé le contrat de vente d'électricité (PPA) pour 25 ans entre l'entreprise nationale d'électricité ENEE et la société de projet « San Marcos Wind Energy ». Il permettra à l'ENEE de bénéficier du tarif de vente d'électricité d'origine renouvelable le plus bas du pays. Total Eren avait signé en mars 2022 un contrat d'achat portant sur 100% des actions de San Marcos Wind Energy. Le parc sera situé à San Marcos de Colon, dans le département de Choluteca et aura une capacité de 112 MW, permettant à terme une production annuelle de 500 GWh, capable d'alimenter en électricité 460 000 personnes (5% de la demande du pays). L'accord prévoit également la construction de 95 km de ligne de transmission d'électricité de 230 kV, la construction d'une nouvelle sous-station de 230 kV ainsi que des travaux de renforcement à réaliser au niveau de deux sous-stations existantes. Suite à la finalisation de ce PPA entre les parties, il reste à obtenir l'approbation du Parlement et la garantie souveraine avant le lancement des opérations.

Un accord tripartite entre le gouvernement, les syndicats et le patronat table sur une hausse du salaire minimum de 9,8% pour tous les secteurs économiques. Le salaire mensuel minimum pour 2023 a ainsi été fixé à 502,85 USD, contre 457,77

USD en 2022. Le pourcentage d'augmentation a été fixé sur le taux d'inflation à décembre 2022, atteignant lui aussi 9,8%. Ce pourcentage d'augmentation pourra être revalorisé au cours de l'année si le taux d'inflation enregistré en décembre 2022 est réévalué par la Banque centrale, au même niveau.

L'administration fiscale (SAR) fustige la gestion des anciens gouvernements depuis le coup d'Etat, qui auraient largement privilégié les élites. Selon le rapport annuel de la SAR, les anciens gouvernements au pouvoir entre 2009 et 2022 auraient mis en place des régimes d'exonérations et d'amnisties fiscales pour les grandes entreprises et les zones économiques spéciales ZEDE (98,6% des exonérations d'impôts votées pendant cette période auraient concerné les 20% des Honduriens les plus riches), tout en augmentant les impôts à la consommation ou aux combustibles, affectant naturellement davantage les ménages les plus pauvres. Sur la période, 18,3 Mds auraient été accordés sous forme d'exonérations fiscales, soit 116% de la dette publique en 2022. Le nouveau gouvernement Castro a depuis levé l'amnistie fiscale, réintégré dans le champ de fiscalisation 2.149 grands contributeurs fiscaux et signé en juillet 2022 une convention multilatérale pour l'assistance mutuelle en matière fiscale avec l'OCDE. Cette convention devrait être ratifiée en 2023 par le Congrès et permettra un échange d'informations fiscales avec 146 autres pays signataires de cette convention.

4. NICARAGUA

Le gouvernement Ortega a libéré 222 prisonniers politiques, expulsés vers les Etats-Unis. Deux citoyennes franco-nicaraguayennes ont ainsi été libérées, alors qu'elles avaient été condamnées en janvier à huit ans de prison pour conspiration. Pendant le vol de ces ex-prisonniers vers les Etats-Unis, l'Assemblée nationale s'est réunie et a voté la modification de l'article 21 de la Constitution, permettant de déchoir de la nationalité nicaraguayenne les citoyens qualifiés de «traîtres de la patrie». La nationalité nicaraguayenne a ainsi été immédiatement ôtée

aux 222 prisonniers avant même qu'ils n'arrivent sur le sol américain. L'Espagne a depuis fait part de sa disposition à octroyer la nationalité espagnole à ces personnes.

Le Président Ortega veut réformer la constitution pour créer un poste de «co-présidente» pour son épouse et actuelle vice-présidente, Rosario Murillo. Lors d'une déclaration officielle réalisée le 9 février, dans laquelle il a annoncé la libération des 222 prisonniers nicaraguayens, il a ordonné au président de l'Assemblée Nationale, Gustavo Porras, de procéder à une réforme de la Constitution pour établir le principe de coprésidence.

5. PANAMA

Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail sur les perspectives du marché du travail, le salaire minimum réel au Panama (défalqué de l'inflation), s'est détérioré de 5 % entre 2020 et 2022 en raison de la hausse généralisée des prix des biens et des services. Cette situation est similaire à celle des autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Cette baisse du salaire minimum réel intervient alors que le Panama avait connu une hausse de 3 % du pouvoir d'achat de la population active en 2020.

Le fret aérien au Panama a augmenté de 16 % en 2022. Entre janvier et décembre 2022, l'aéroport international de Tocumen a traité un total de 234 935 tonnes métriques de fret. Le volume traité a augmenté de 43 % par rapport à 2019, avant la pandémie.

Le président de l'Association des exportateurs panaméens (APEX) a indiqué que 2022 était l'une des meilleures années pour les exportations panaméennes de biens et de produits (hors minerais) avec une hausse de près de 35 %, atteignant la barre du 1 Md USD de dollars pour 2022. Les principaux postes d'exportations sont les bananes (24,7 M USD), les crevettes (19 M USD), l'huile de palme et ses dérivés (15 M USD), les médicaments (14 M USD), la farine de poisson (12 M USD) et le café torréfié

(12 M USD). Les principaux marchés d'exportations des biens (hors minerais) sont les Etats-Unis, les Pays-Bas et la Chine.

6. COSTA RICA

Lors de la présentation du bilan budgétaire 2022, le ministre des Finances, Nogui Acosta, a déclaré que le déficit budgétaire 2022 avait atteint 2,5 % du PIB. Le déficit budgétaire (1,8 Md EUR) est 45 % moins élevé que celui de 2021 (3,7 % du PIB), alors que le service de la dette a représenté 4,6 % du PIB en 2022, son niveau le plus élevé depuis 17 ans.

Caraïbes

1. CUBA

La 23ème session de la commission mixte algéro-cubaine a eu lieu du 12 au 15 février à la Havane. Celle-ci avait pour objectif de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays. Un Forum d'affaires a été également organisé en parallèle, dédié aux secteurs de l'agroalimentaire, de la santé et des produits pharmaceutiques, de l'énergie, de la construction, des mines, du commerce et du tourisme. Le Ministre algérien de la Santé, M Abdelhak Saihi, a mené la délégation qui a regroupé près de 60 entreprises algériennes. Dans le but d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays, 8 accords ont été signés dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture, des sports et de la production de médicaments. Cette commission fait suite à la visite du Président cubain en Algérie en novembre 2022 où un certain nombre d'accords commerciaux ont été conclus portant notamment sur la reprise de l'approvisionnement de Cuba en carburant, le don d'une centrale solaire pour atténuer les difficultés énergétiques du pays et l'annulation des intérêts sur la dette de Cuba accompagné d'un moratoire sur le remboursement.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Selon la Banque Centrale de République Dominicaine, les transferts de fonds ont atteint 802 M USD en janvier 2023, une hausse de 5,6 % par rapport à la même période l'an passé. Généralement envoyés par la diaspora dominicaine, ces transferts de fonds constituent une source de revenus importante pour la population avec des répercussions notables sur les dépenses de consommation et d'investissement. Les bons résultats économiques des Etats-Unis sont l'une des principales raisons avancées par la Banque Centrale. En outre, la diaspora dominicaine installée aux Etats-Unis est à l'origine de 83,3 % des flux de transferts de fonds en ce début d'année 2023, suivi par l'Espagne (6,9 %) et Haïti (1,2 %). La hausse continue de ces transferts de fonds participe à l'appréciation du taux de change (+2,0 % au cours du mois de janvier en glissement annuel) ainsi qu'à l'accumulation de réserves de change avec plus de 14,6 Mds USD en janvier, soit 12,1 % du PIB national.

3. HAÏTI

La Banque mondiale vient d'approuver un financement additionnel de 50 M USD pour le Projet d'agriculture résiliente pour la sécurité alimentaire (PARSA) en Haïti. Selon Laurent Msellati, chef des opérations de la Banque mondiale en Haïti, l'objectif de ce financement supplémentaire est d'améliorer les systèmes de production alimentaire résilients et d'investir dans le capital humain pour promouvoir une croissance économique inclusive. Avec un montant initial de 102 M USD, le programme PARSA favorise le développement des infrastructures productives rurales avec l'aménagement des terres agricoles et la formation de la population à des pratiques agricoles plus durables. Alors que 22 % des enfants haïtiens souffrent de malnutrition chronique, PARSA permet également à plusieurs milliers d'enfants (100 000 chaque année) de

bénéficier chaque jour d'un plat chaud préparé avec des produits locaux.

4. TRINITE ET TOBAGO

Selon le rapport de la Banque Centrale, l'économie de Trinité et Tobago a enregistré des performances positives en 2022 notamment à l'aide de la hausse des prix des matières premières. Le PIB au second semestre 2022 a enregistré une hausse de 6,6 % par rapport à la même période en 2021. Le chômage serait remonté à 5,4 % au troisième trimestre 2022, au même niveau qu'à la même période en 2021, après avoir connu une légère baisse pendant

l'année 2022 (4,5 % au deuxième trimestre). Néanmoins, l'inflation en glissement annuel reste élevée avec + 6,8 % en novembre 2022. Cette hausse est imputable à la hausse des coûts d'importations, notamment pour les produits alimentaires (+ 11,8 % en novembre 2022 par rapport à novembre 2021).

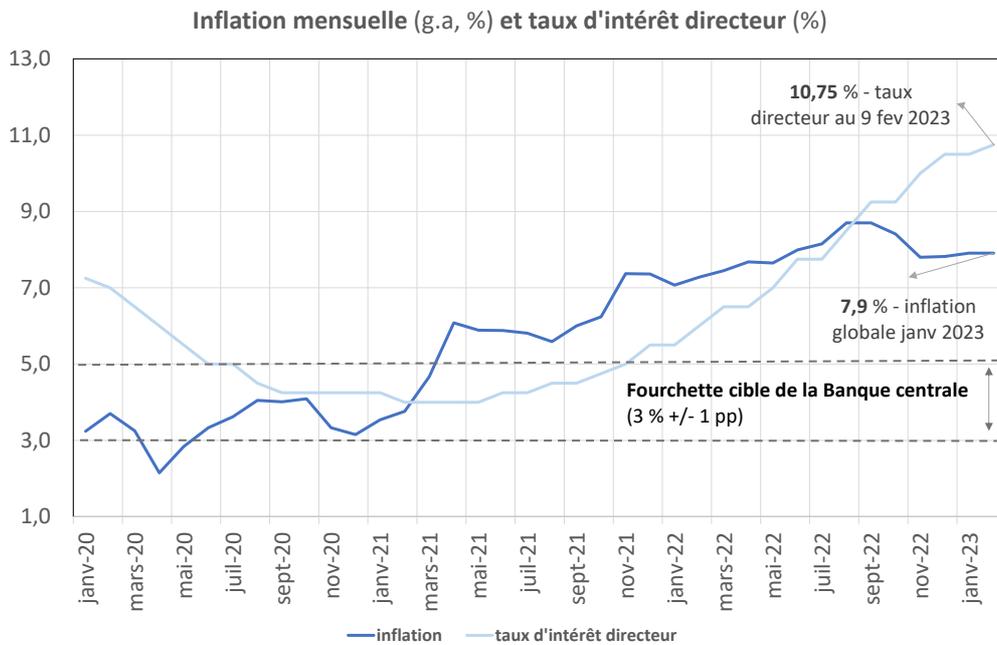


Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

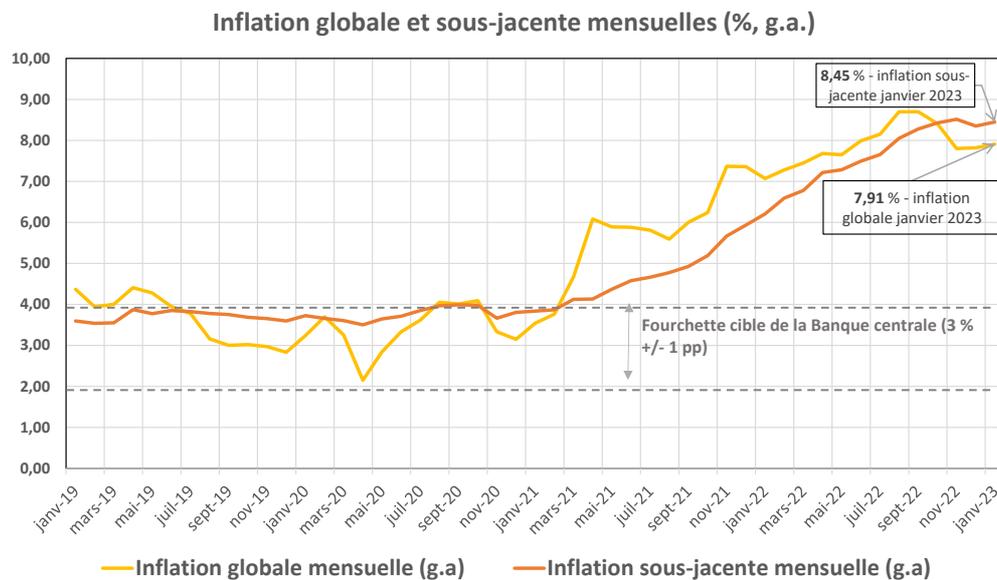
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,75 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	- 13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

-Annexe Graphique – Mexique –

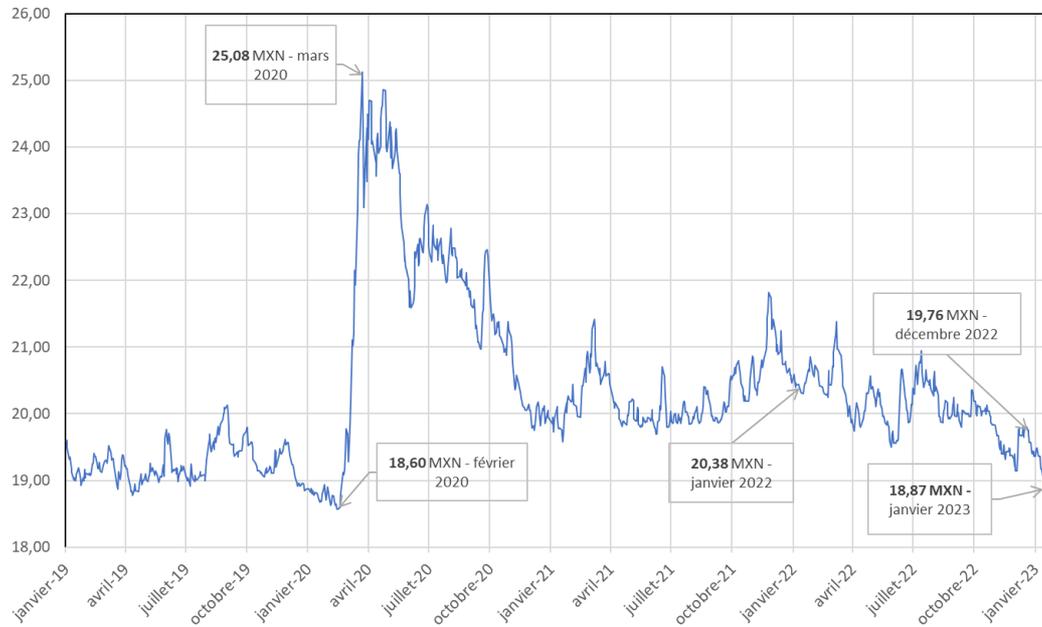


Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



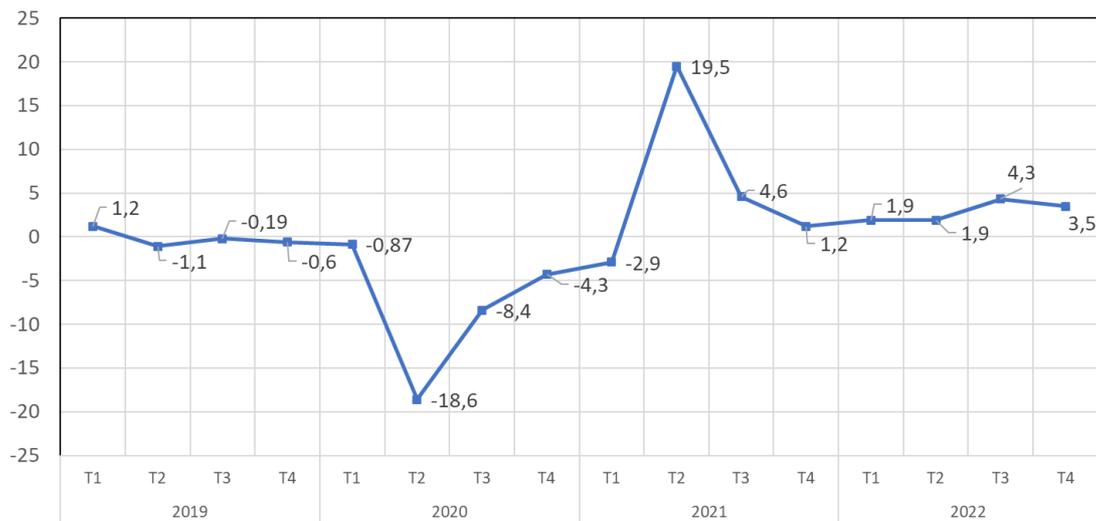
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



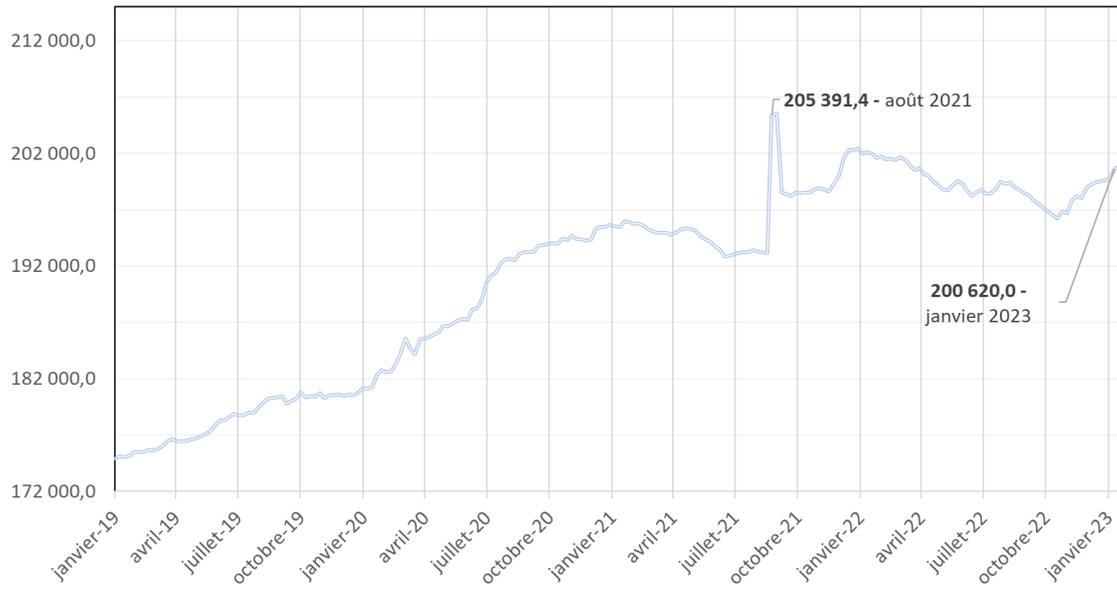
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
(%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source: Banque centrale du Mexique